

L'ÉDUCATION ET L'ENSEMBLE DES SERVICES PUBLICS, SACRIFIÉS, L'ARMÉE ET LE MONDE DE L'ENTREPRISE SANCTUARISÉS

Le 15 juillet, François Bayrou a dévoilé ses orientations pour faire des économies dans le cadre du prochain budget présenté à l'automne. Alors qu'E. Macron avait la veille, lors du défilé du 14 juillet, annoncé « faire de la Défense une priorité » (une augmentation de 3,5 milliards en 2026 et 3 milliards supplémentaires l'année suivante), François Bayrou a, quant à lui, égrainé ses recettes pour éponger la dette à travers l'objectif de son plan « stop à la dette », avec comme seul leitmotiv la baisse de la dépense publique.

« Tout le monde devra participer à l'effort ». La plupart des ministères devront se serrer la ceinture et consentir à des efforts budgétaires avec in fine des coupes dans les services publics (dont 3000 postes de fonctionnaires). C'est bel et bien une casse sociale qui est annoncée et qui touchera davantage les plus précaires et les plus modestes.

Par ailleurs, ce sont surtout les travailleuses et travailleurs qui devront faire des efforts avec la prévision de deux jours fériés en moins. Non content de faire travailler le monde du travail 2 ans de plus avec la dernière réforme des retraites, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois à ceux et celles qui produisent les richesses de ce pays. C'est aussi la protection sociale qui est visée : une année blanche avec de surcroît, des contrôles renforcés pour les arrêts maladies. De contrôles, en revanche, il n'en est pas question pour les entreprises : après leur avoir donné des subventions à foison à hauteur de 211 milliards, sans aucune contrepartie, le gouvernement parle de les réduire de façon marginale mais leur promet des marges de « liberté » par ordonnance. Traduction, moins de contrôles. Et que le patronat se rassure ! 900 millions de financement sont prévus pour l'investissement.

Quant à notre secteur, alors que l'Éducation manque de tout et que le service public de l'Éducation ne tient que par la conscience professionnelle des personnels, la situation ne va pas s'améliorer. En effet, François Bayrou s'est voulu rassurant, avec notamment une augmentation du budget pour financer la réforme de la formation initiale. Pourtant avec la suppression de 3000 postes puis le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, le nombre de personnels va décroître inévitablement alors qu'il faudrait, à contrario, des créations de postes pour toutes les catégories de personnels. En effet, les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader pour l'ensemble du secteur de l'Éducation, le manque d'attractivité pour tous les métiers et en particulier pour les enseignantes et enseignants devient de plus en plus prégnant.

Pour la CGT Educ'action, l'Éducation nationale et l'ensemble des services publics, ne peuvent être sacrifiés sur l'autel de l'austérité à l'heure où tant de chantiers seraient à finaliser et à financer comme la réduction des effectifs par classe en créant massivement des postes, la titularisation des AESH, la rénovation du bâti... La liste est longue et l'urgence est bel et bien là au risque de voir l'Institution dysfonctionner encore davantage dans son rôle qui est le sien : former toute la jeunesse de ce pays en lui offrant une éducation solide et émancipatrice. Ces mesures annoncées par le 1^{er} ministre sont brutales et inacceptables.

À nous d'imposer d'autres choix !

À Montreuil, le 16 juillet 2025